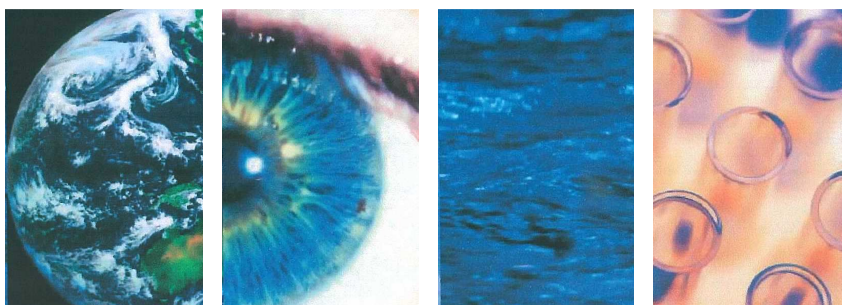





Commune de BRINDAS

PROJET DE REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT « EAUX USEES »



Dossier de mise à enquête publique

A : CHAPONNAY : Le 24 Septembre 2013 (Version 1) approuvé le		Département : Etudes
 Ingénieur Conseil	<p>Agence Régionale Rhône-Alpes ZI Chaponnay Sud Parc d'Affaires de la Vallée de l'Ozon rue Louise Labbé 69970 CHAPONNAY ☎ 04 78 02 17 42 - Fax 04 78 02 16 76 M@il : rhonealpes@irh.fr</p>	
Cachet et signature du SIAHVY :		Cachet et signature du bureau d'études :

SOMMAIRE

I - PREAMBULE	1
I.1 - OBJET DU DOSSIER DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE	1
I.2 - CADRE REGLEMENTAIRE ET JURIDIQUE.....	2
I.2.1 - Introduction	2
I.2.2 - Cadre réglementaire	2
II - DONNEES GENERALES	5
II.1 - SITUATION GEOGRAPHIQUE	5
II.2 - CONTEXTE HUMAIN	6
II.2.1 - Evolution de la population de 1968 à 2010	6
II.2.2 - Habitat – Prévisions d'urbanisation	6
II.2.3 - Activités – Structures collectives	7
III - DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF EXISTANT	8
III.1 - NORMES ET REGLEMENTATIONS.....	8
III.2 - SITUATION ACTUELLE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	9
IV - DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT AUTONOME EXISTANT	12
IV.1 - NORMES ET REGLEMENTATIONS	12
IV.2 - ETAT DES LIEUX DES DISPOSITIFS.....	15
IV.3 - TRAVAUX DE REHABILITATION DES ASSAINISSEMENTS NON COLLECTIFS.....	15
V - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES	16
V.1 - EVOLUTION DES ZONES COLLECTIF ET NON COLLECTIF.....	16
V.2 - REGLEMENTATION APPLIQUEE PAR LE SIAHVY	20

I - PREAMBULE

I.1 - OBJET DU DOSSIER DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE

Dans un souci du respect de l'environnement et de la réglementation, le SIAHVY a lancé en 2009 une réflexion globale sur les possibilités d'assainissement sur son territoire. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 qui confie aux communes (article 35-III) le soin de délimiter, après enquête publique

Les **zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux usées collectées,

Les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien,

Il est important de rappeler que :

- **la carte de zonage n'est pas un document « figé »** et pourra être modifiée au cours du temps si le SIAHVY le souhaite.
- **ce zonage n'est pas un document d'urbanisme.** Le zonage collectif ne rend pas les terrains constructibles : la constructibilité dépend de plusieurs paramètres tels que le paysage, l'environnement, l'agriculture, la continuité de l'urbanisation et la volonté politique de développement local.

Les zones d'assainissement collectif et non collectif mises à l'enquête publique et proposées sur le territoire de la commune de Brindas ont été définies sur la base du schéma directeur d'assainissement réalisé par la société SOGREAH en 2006 en accord avec le Conseil Municipal et le SIAHVY. La révision du zonage d'assainissement a été réalisée par la société INGEDIA en 2009 par le SIAHVY.

Avec la compétence du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Haute Vallée de l'Yzeron (SIAHVY) et dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) nous présentons dans ce dossier sa mise en conformité comme pièce annexe au nouveau PLU.

Ce dossier d'enquête est constitué :

- de la présente notice justifiant le zonage d'assainissement « eaux usées »,
- de la carte de zonage d'assainissement,

Le présent dossier d'enquête publique a pour objet **d'informer le public** et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre au SIAHVVY de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision finale.

I.2 - CADRE REGLEMENTAIRE ET JURIDIQUE

I.2.1 - Introduction

La mise en place d'un zonage d'assainissement se réfère à une réglementation très dense. Dans le cadre de la lutte contre la pollution, trois textes fondamentaux peuvent s'appliquer au cas de la commune de Brindas :

- **La loi n°64-1245 du 16 décembre 1964** dont les décrets d'application ont été pris et dont certains articles sont en vigueur, notamment ceux relatifs aux Agences de l'Eau,
- **La loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau** qui abroge de nombreux textes. Ces abrogations sont souvent subordonnées à la publication de décrets,
- **La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006** sur l'eau et milieux aquatiques.

De nombreux textes doivent être également consultés qui relèvent tout aussi bien de la police et de la gestion des eaux que de la réglementation générale de la construction (permis de construire) ou de la santé publique (salubrité publique). On doit aussi y ajouter le droit communautaire et les conventions internationales.

Cette multiplicité des textes entraîne une diversité d'organismes intéressés et de services de contrôle. A ce titre, les préfets et les maires, détenteurs de pouvoirs généraux de police, jouent un rôle pratique déterminant.

Enfin, au-delà de ces mesures et des sanctions pénales qui peuvent frapper, les « pollueurs » de l'eau engagent leur responsabilité civile et peuvent être condamnés notamment à des dommages et intérêts envers les personnes lésées par la pollution.

I.2.2 - Cadre réglementaire

Les **principaux textes généraux** applicables dans le domaine de l'assainissement sont les suivants :

- **Directive européenne du 21 mai 1991** relative au traitement des eaux usées résiduelles urbaines ;
- **Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992** (complétée par la **loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006** sur l'eau et milieux aquatiques) donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif :

- ❑ L'article 35-I de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-1 du code des communes repris par l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales et précise :
« **Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.** »
 - ❑ L'article 35-III de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-3 du code des communes, repris par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;
 - ❑ L'article 36 de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.1331 du code de la santé publique et dispose désormais :
« **Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement.** Cette obligation ne s'applique pas aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés. »
- **Code des collectivités territoriales**, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 qui reprennent les articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes modifiés par l'article 35-III de la Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
 - **Code de la santé publique**, notamment ses articles L. 1331-1 et suivants;
 - **Code de l'urbanisme**, notamment son article R.123-11 régissant l'enquête publique du zonage d'assainissement ;
 - **Code de la construction et de l'habitation**, notamment ses articles L.111-4 et R.111 3 ;
- Concernant spécifiquement l'assainissement collectif :**
- **Décret n°2007-397 du 22 mars 2007** relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement constitue le décret d'application prévu à l'article 35-I de la Loi sur l'Eau stipule :
« **Art.2** : Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif. »
 - **Circulaire n°94-96 du 13 septembre 1994** relative à l'assainissement des eaux usées urbaines.
 - **Arrêté du 22 juin 2007** relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;
 - **Circulaire du 12 mai 1995** relative à l'assainissement des eaux usées urbaines.

- **Arrêté du 21 juin 1996** fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées,
- **Circulaire n°97-31 du 17 février 1997** relative à l'assainissement collectif des communes, ouvrages de capacité inférieure à 120 kg DBO5/j (2 000 EH)

Concernant spécifiquement l'assainissement autonome :

- **Deux arrêtés du 6 mai 1996 complétés par l'arrêté du 24 décembre 2003** relatifs aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et aux modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif définissent de manière complète et cohérente :
 - les obligations des particuliers au regard des articles 35 et suivant de la Loi sur l'Eau, des articles L.1331-1 et suivants du code de la santé publique et de l'article R.111-3 du code de la construction et de l'habitation ;
 - les obligations des communes pour la mise en œuvre du contrôle technique de ces installations.
- **Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997** explicitant les conditions de mise œuvre des dispositions des arrêtés du 6 Mai 1996 précité.
- **Norme AFNOR XP P 16-603 référence DTU 64.1 de mars 2007** (non réglementaire) explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome
- **Depuis, les arrêtés du 7 septembre 2009 ont abrogé ceux du 6 mai 1996. L'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux "modalités d'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif" ayant lui même été abrogé par l'arrêté du 27 avril 2012. Ce dernier précise la conformité des installations en fonction des situations rencontrées ainsi que les délais de réhabilitation des installations.**
- **La loi n° 2010 – 788 du 12 juillet 2010 modifie l'arrêté L1331-11-1 du code de santé publique en imposant, lors de la vente d'un bien immobilier non raccordé au réseau d'assainissement collectif, la réalisation d'un contrôle de bon fonctionnement de l'assainissement non collectif. Ce diagnostic doit être transmis par le propriétaire à l'acquéreur et doit avoir moins de 3 ans (durée de validité du contrôle). Si la durée de validité est dépassée, un nouveau diagnostic d'assainissement non collectif doit être sollicité auprès du SPANC. En cas de non-conformité de l'installation, le nouveau propriétaire dispose d'un délai d'un an pour mettre en conformité son dispositif.**

II - DONNEES GENERALES

II.1 - SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Brindas se localise dans le département du Rhône. Elle est située à 15 km au Sud-Ouest de Lyon.

La superficie de la commune est de 11,3 Km².

L'altitude varie de 232 à 371 m d'altitude

Plusieurs cours d'eau sont présents sur la commune de Brindas :

- L'Yzeron : Il représente un cours d'eau d'environ 25 km. Il se jette dans le Rhône à l'Ouest de l'agglomération lyonnaise. Son bassin versant draine une surface d'environ 15 km². Il délimite la commune sur toute sa partie Nord.
- La Chalandrèze : Affluent du Garon, à la limite Sud-Est de la commune, son bassin versant est moins étendu que l'Yzeron. Il délimite une partie de la commune avec Messimy.

D'autres cours d'eau de moindre importance comme les ruisseaux du Bouleau ou de Chêne sont présents sur le territoire communal et s'écoule du Sud au Nord. Le cours d'eau de l'Yzeron est le plus important.

Caractéristiques hydrauliques de l'Yzeron

Module à la station de Craponne : 335 l/s, soit un débit spécifique de 7 l/s/km²

- à la station de Taffignon : 712 l/s, soit un débit spécifique de 5,5 l/s/km²
- au pont de Chabrol : 340 l/s

Débit d'étiage : QMNA5 : 11 l/s

Débit de crue : Q10 : 16 m³/s à Craponne, 50 m³/s à Taffignon et 12 m³/s Pont de Chabrol
Q100 : 40 à 55 m³/s à Craponne et 130 à 160 m³/s à Taffignon

II.2 - CONTEXTE HUMAIN

II.2.1 - Evolution de la population de 1968 à 2010

Le tableau ci-dessous présente l'évolution démographique de la commune de Brindas depuis 1968 :

Commune	Evolution relative de 1968 à 2010 (%)	Nb d'hab.							
		1968	1975	1982	1990	1999	2009	2010	
Brindas		1 560	2 097	3 204	3 555	4 558	5 434	5 519	
Evolution annuelle	+71,7 %	+ 4,3 %	+ 6,2 %	+ 1,3 %	+ 2,8 %	+ 1,8 %	+ 1,5 %		

L'évolution de la population de la commune de Brindas présente une augmentation significative depuis 1968.

II.2.2 - Habitat – Prévisions d'urbanisation

Selon les rapports de l'INSEE :

Commune	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants	Ensemble
Brindas (2009)	2 001	50	82	2 132

Le taux d'occupation moyen / logement principal est de 2,7 pour l'année 2009.

Les résidences secondaires et les logements vacants représentent 6,2% de l'ensemble des logements.

Brindas possède un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) approuvé en novembre 2007 révisé en Mai 2009. Cette deuxième révision sera effective courant 2013.

D'après le SCOT de l'Ouest Lyonnais, dans lequel la commune est intégrée, le taux de croissance démographique annuel est limité à 0,71% avec un objectif maximal de de construction de 22 logements supplémentaires entre 2006 et 2020 et une densité de construction qui doit être comprise globalement entre 20 et 25 logements / ha.

II.2.3 - Activités – Structures collectives

Les activités commerciales et sociales sont nombreuses sur la commune, on dénombre d'après les rapports de l'INSEE (chiffre de l'année 2010):

- 25 établissements à caractères agricoles, sylvicoles et piscicoles,
- 40 industries,
- 73 établissements de construction,
- 295 commerces, transports et service divers (dont réparation automobiles),
- Un parc des sports,
- Plusieurs salles de sports,
- Un centre culturel,
- Une crèche,
- Une école maternelle,
- Une école élémentaire,
- Un collège,
- Une maison des associations,
- Une salle des fêtes.

III - DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF EXISTANT

III.1 - NORMES ET REGLEMENTATIONS

**Loi sur l'Eau du 03/01/92, arrêté du 21 juin 1996 et circulaire du 17 février 1997.
Loi sur l'eau du 30/12/06, arrêté du 22 juin 2007.**

L'arrêté du 22 juin 2007 et la circulaire du 17 février 1997, fixent les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées des petites collectivités (production journalière inférieure à 120 kg de DBO₅, soit près de 2 000 Equivalent-Habitants).

Concernant les branchements :

L'article 36 de la Loi sur l'Eau a renforcé les moyens d'intervention des collectivités à l'égard des usagers. Elles peuvent percevoir une somme équivalente à la **redevance assainissement** sur les particuliers raccordables et non raccordés, entre la mise en service de l'égout et leur raccordement effectif (L.35.5 du code de la santé publique). Les agents des collectivités compétentes en assainissement ou de leur exploitant ont accès aux propriétés privées pour s'assurer de la réalisation des **branchements obligatoire dans un délai de deux ans**, et le cas échéant pour les réaliser d'office et aux frais des particuliers (L.35.1 du code de la santé publique).

Concernant la collecte :

Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites d'effluents et les apports d'eaux claires parasites. Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés en tête de station d'épuration ne doivent pas déverser par temps sec.

Par temps de pluie, des mesures doivent être prises pour limiter les rejets de pollution au milieu naturel. Celles-ci seront adaptées à la qualité requise par les usagers des eaux réceptrices.

Concernant le traitement :

Les ouvrages de traitement relevant de l'assainissement inférieur à 120 kg de DBO₅ par jour doivent assurer « un traitement approprié permettant de respecter les objectifs de qualité du milieu récepteur ». Les objectifs de rejets sont estimés en fonction des concentrations en polluants acceptables par le cours d'eau à l'amont et à l'aval du rejet. Le niveau de traitement peut être ensuite défini selon de simples règles de dilution. Seuls les ouvrages de capacité inférieure à 12 kg/j de DBO₅ ne sont pas soumis à déclaration.

III.2 - SITUATION ACTUELLE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le réseau d'assainissement d'eaux usées de la commune de Brindas se compose des éléments suivants :

Réseaux :

Commune	Gravitaire (m)	Refoulement (m)	TOTAL en (m)
Brindas	30 627	767	31 394

Poste de refoulement :

Le tableau ci-dessous présente les postes de refoulement et de relèvement présent sur la commune de Brindas :

N°SIG	Nom	Réseau raccordé	Type de poste
69028POM1	Le Milon	Séparatif EU	Refoulement
69028POM2	Bel horizon	Séparatif EU	Relèvement
69028POM3	Les Garennes	Séparatif EU	Relèvement
69028POM4	Les Landes	Séparatif EU	Refoulement

Bassin d'orage :

Sans objet

Abonnés en eau potable

	Nb abonnés Eau Potable 2013
Abonnées eau potable	2 369
Abonnées communales	22
Raccordé	2 090
ANC	251
Exonérée de taxe assainissement	28

Gestion de la collecte des eaux usées, du rejet sur le Grand Lyon et des déversoirs d'orages.

Le réseau d'assainissement de la commune de Brindas est de type unitaire et séparatif (13 km de réseau séparatif et 18,4 km de réseau unitaire). Le syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Haute Vallée d'Yzeron (SIAHVVY) a la charge de l'assainissement collectif et non collectif.

Le réseau de la commune est constitué par deux réseaux structurant de collecte :

-Une antenne Nord desservant principalement le bourg et les quartiers situés en bordure de la route départementale RD311,

- Une antenne desservant le Sud de la commune dont notamment les quartiers du Chalinel, du Gourd, du Soyard et du Milon ainsi que la zone d'activité des Andrés,

Une partie de l'habitat, très dispersée, n'est pas raccordée.

La commune bénéficie d'un zonage d'assainissement. Celui-ci est mis en révision par le SIAHVVY qui a la compétence en matière d'assainissement. Ce zonage une fois révisé sera annexé au PLU.

En 2012, 2007 foyers étaient raccordés au réseau collectif. 241 usagers sont en assainissement non collectif.

L'exploitation du réseau d'assainissement collectif du SIAHVVY a été déléguée par affermage à la Lyonnaise des Eaux jusqu'au 30 avril 2020 qui assure l'entretien et la maintenance des installations.

Un schéma directeur d'assainissement intercommunal a été finalisé en 2006 par le SIAHVVY. Il est important de noter que chacune des communes du SIAHVVY est soumise à une limitation en terme de débit admis sur le réseau du Grand Lyon. Le débit admis au réseau du Grand Lyon est de 110 l/s pour la commune de Brindas.

Aussi, suite à ce schéma directeur, des études de maîtrise d'œuvre sont en cours pour la réalisation d'un bassin d'orage afin de :

- Respecter la limitation en débit imposée par le Grand Lyon à l'aval du bourg de Brindas,
- Interdire tout déversement vers le milieu naturel pour les « petites pluies » et permettre l'acheminement des effluents vers la station d'épuration de Pierre Bénite afin qu'ils soient traités.

La réalisation du bassin doit intervenir en 2016 au plus tard.

Le dimensionnement du bassin d'orage tient compte de l'évolution démographique de la commune.

En période de temps sec, les effluents transiteront par le bassin selon un cheminement préférentiel (sans être écrêtés) pour rejoindre le collecteur du Grand Lyon. En période de pluie, un régulateur de débit permettra l'écrêtage des débits en provenance de la commune et un stockage des effluents unitaires afin de limiter les rejets au milieu naturel par temps de pluie.

La réalisation du bassin permettra la suppression de trois déversoirs d'orage. Ces déversoirs d'orage sont à ce jour soumis aux obligations réglementaires d'auto-surveillance (ouvrage générant une pollution supérieure ou égale à 120 kg DBO5/jour et inférieure à 600); les données sont transmises chaque année à la Police de l'Eau par l'exploitant.

A l'issue des travaux du bassin d'orage, outre le trop plein du bassin, la commune de Brindas ne comportera plus qu'un seul déversoir d'orage (déversoir de l'église) dont la pollution est inférieure à 120 kg DBO5/jour.

D'autres travaux de réhabilitation de réseaux unitaires ou de recherche e branchements non conformes sont également programmés par le SIAHVVY jusqu'en 2017.

Données relatives au traitement des eaux usées, au raccordement au Grand Lyon et à la Station d'épuration de Pierre Bénite

La commune de Brindas ne dispose d'aucune station d'épuration.

L'intégralité des effluents collectés de la commune de Brindas est rejetée dans le réseau du Grand Lyon, pour être acheminée à la station de Pierre-Bénite où ils sont traités.

Cette STEP a été mise en service en 1972. L'évolution de la population et l'ancienneté de la station ont nécessité une modernisation des équipements ; la station a donc été reconstruite en 2006.

Le traitement se fait par épuration biologique et la station présente une capacité de 950000 équivalents habitant.

Les capacités et les caractéristiques de cette station sont les suivantes :

- 300 000 m³/j
- 57 t de DBO₅/j
- 78 t de MES/j
- 131 t de DCO/j
- 10 t de NR/

La station remplit parfaitement ses objectifs épuratoires que ce soit sur le traitement de l'eau ou des fumées. L'incinérateur a fait l'objet d'un bilan en termes ou d'émission de substance polluante dans le cadre du programme RSDE, celui-ci n'a relevé aucune des nouvelles molécules recherchées.

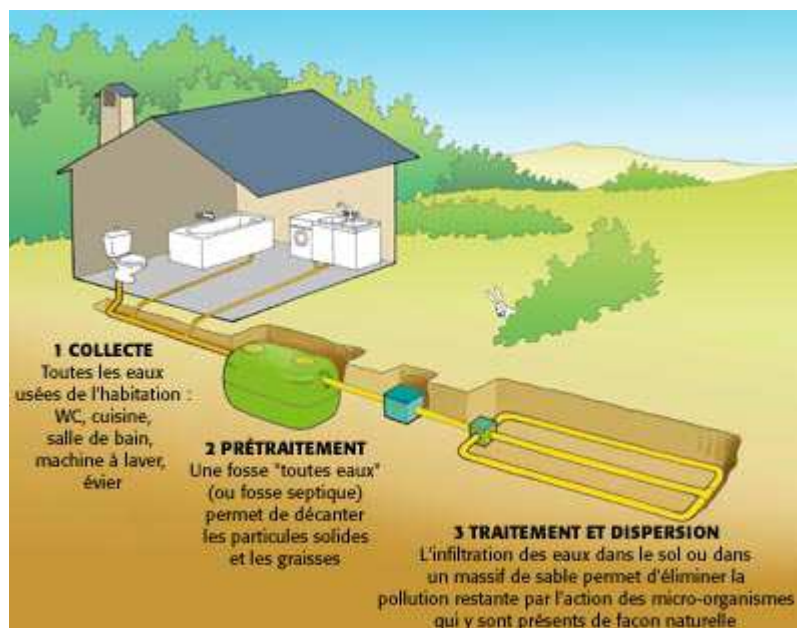
L'ensemble du réseau d'assainissement achemine donc les eaux usées vers une station d'épuration conforme administrativement et techniquement.

IV - DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT AUTONOME EXISTANT

IV.1 - NORMES ET REGLEMENTATIONS

Loi sur l'eau du 03/01/92, arrêté du 6 mai 1996 et du 7 septembre 2009, normes AFNOR DTU 64.1 d'août 1998.

Chaque **assainissement autonome** doit comporter une fosse toutes eaux pour le **prétraitement** des eaux usées (eaux vannes et eaux ménagères) suivie d'un dispositif de **traitement** des effluents prétraités par épandage souterrain (direct dans le sol) ou sol reconstitué (tertre filtrant ou filtre à sable drainé) puis d'un dispositif de **dispersion** des effluents épurés.



Pré-traitement :

Actuellement, les normes AFNOR préconisent l'utilisation obligatoire **d'une fosse toutes eaux d'un minimum de 3 000 litres pour les habitations ayant jusqu'à 5 pièces principales**, plus 1 000 litres par pièce supplémentaire.

D'après l'arrêté du 7 septembre 2009, le volume utile des fosses septiques réservées aux seules eaux-vannes doit être au moins égal à la moitié des volumes minimaux retenus pour les fosses toutes eaux, soit 1 500 litres minimum jusqu'à 5 pièces principales, plus 500 litres par pièce supplémentaire. Dans ce cas, la fosse septique existante pourra être conservée si

elle est couplée avec un bac dégraisseur correctement dimensionné (200 l pour recevoir les eaux de cuisine ou eaux de salle de bain seules, 500 l pour recevoir toutes les eaux ménagères. Source : DTU 64-1 d'août 1998).

Traitement des eaux usées :

Le type d'épandage à mettre en place dépend des contraintes du sol en place : perméabilité, présence de roches et/ou eaux souterraines à faible profondeur et pente. Une étude à la parcelle est donc nécessaire. Il convient de suivre les prescriptions du règlement d'assainissement non collectif du SIAHVVY.

Les normes AFNOR indiquent la mise en place d'un épandage :

- **sur sol en place** (lit d'épandage à faible profondeur environ 0,7m) sur un linéaire de drain en fonction de la perméabilité du terrain fonction du tableau présent dans le DTU,
- **sur massif reconstitué** (tertre filtrant, filtre à sable...), sur une surface de 25 m² pour une habitation de 5 pièces principales avec des rejets superficiels ou dans le sol en place dans le cas de conditions pédologiques moins favorables,
- à une distance minimale de 35 m par rapport à un puits ou tout captage d'eau potable,
- à une distance d'environ 5 m par rapport à l'habitation,
- à une distance de 3 m par rapport à toute clôture de voisinage et de tout arbre.

Depuis les arrêtés du 07 septembre 2009, les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement ; on distingue :

- les filtres compacts,
- les filtres plantés,
- les microstations à cultures libres,
- les microstations à cultures fixées,
- les microstations SBR.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'écologie et du ministre chargé de la santé. La liste des systèmes agréés est disponible par internet à l'adresse suivante : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>

Dispersion des eaux usées traitées :

- Les eaux usées traitées sont évacuées, selon les règles de l'art, par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, afin d'assurer la permanence de l'infiltration, si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h ;

- Les eaux usées traitées, pour les mêmes conditions de perméabilité, peuvent être réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, à l'exception de l'irrigation de végétaux utilisés pour la consommation humaine, et sous réserve d'une absence de stagnation en surface ou de ruissellement des eaux usées traitées.
- Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas les critères définis ci-dessus, les eaux usées traitées sont drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable. Cependant, ces rejets en milieu hydraulique superficiel ne sont autorisés qu'à titre exceptionnel (ils peuvent donc être refusés dans le cas d'une demande de permis de construire).
- Les rejets d'eaux usées domestiques, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde. En cas d'impossibilité de rejet soit par infiltration superficielle ou de rejet vers le milieu hydraulique superficiel suivant les modalités prévues par la réglementation en vigueur et mentionnées précédemment, les eaux usées traitées peuvent être évacuées par puits d'infiltration dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h, dont les caractéristiques techniques et conditions de mise en œuvre sont précisées en annexe 1 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié. Ce mode d'évacuation est autorisé par le SIAHVVY, au titre de sa compétence en assainissement non collectif, en application du III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales sur la base d'une étude hydrogéologique.

En ce qui concerne l'**entretien** des systèmes d'assainissement autonome, la norme DTU 64.1 préconise :

- une vidange des bacs dégraisseurs au moins tous les 4 mois,
- une vidange des fosses au moins tous les 4 ans,
- une vérification régulière du fonctionnement du système.

Il est important de rappeler que le contrôle des installations d'assainissement autonome par la collectivité est une obligation.

En l'absence d'installation ou en cas de non-conformité, les travaux de mise en conformité et/ou d'entretien des systèmes d'assainissement autonome sont à la charge des particuliers. Néanmoins, le SIAHVVY en charge du SPANC peut, s'il le souhaite, assurer également les prestations facultatives suivantes :

- l'entretien des installations,
- travaux de réalisation et de réhabilitation des installations,
- traitement des matières de vidange.

Le SIAHVVY en charge du SPANC n'a pas repris ces compétences facultatives

Le fonctionnement optimal des assainissements autonomes sur l'ensemble de la commune et la diminution des nuisances actuelles ne sera donc possible que si :

- l'on **respecte le potentiel d'épuration de chaque sol**, en utilisant les cartes d'aptitude des sols à l'assainissement autonome,

- la création ou réhabilitation des assainissements autonomes est confiée à des **entreprises expertes**,
- le **contrôle et l'entretien** des installations sont effectués **régulièrement**.

IV.2 - ETAT DES LIEUX DES DISPOSITIFS

D'après le rapport de synthèse du prestataire des eaux réalisé en Mai 2011, les conclusions sur la conformité des installations autonomes existantes sont les suivantes sur 206 installations (228 installations au total dont 22 installations non contrôlées soit un taux de visite de 90,4%) :

Priorité de réhabilitation	Avis	Nombre d'installations concernées
A réhabiliter en urgence Délai maximum de 4 ans ou 1 an maximum en l'absence d'installation	Avis défavorable avec risque pour l'environnement et la santé	60 soit 29,1 %
A réhabiliter avant le prochain contrôle Travaux importants de mise en conformité	Avis défavorable sans risque pour l'environnement et la santé	29 soit 14,1 %
A réhabiliter sans délai Petits travaux de mise en conformité	Avis favorable sous réserve	106 soit 51,5 %
Pas de réhabilitation nécessaire	Avis favorable	11 soit 5,3 %

En conclusion, il apparaît que sur les 206 installations contrôlées 60 sont à réhabiliter en urgence et 29 sont à réhabiliter avant le prochain contrôle

IV.3 - TRAVAUX DE REHABILITATION DES ASSAINISSEMENTS NON COLLECTIFS

Le SIAHVY a également mis en place un service d'animation et de coordination relatif à des opérations de réhabilitations groupées (coordination entre les usagers et les organismes financeurs pour l'attribution d'aides financières aux travaux).

Sur le territoire du SIAHVY, depuis 2008 et sur les 62 installations non conformes de la commune de Brindas présentant un risque environnemental et sanitaire, 28 sont engagées dans un projet de réhabilitation dans le cadre de l'animation du SIAHVY.

La réhabilitation des installations non conforme doit également s'opérer dans un délai maximum de 1 an suivant toute vente.

V - ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

V.1 - EVOLUTION DES ZONES COLLECTIF ET NON COLLECTIF

La carte de zonage d'assainissement délimite :

- les zones d'assainissement collectif où le syndicat est tenu d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Elle reprend les nouvelles zones agglomérées urbanisables du PLU arrêté en 2013.

Une description de ces zones est réalisée ci-dessous.

MODIFICATION ET EXTENSION DE LA ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

➤ La mise en collectif d'une partie d'une zone U desservie partiellement par le réseau induit le zonage en assainissement collectif du reste de cette zone même si cette dernière n'est pas desservie par l'assainissement. Aussi, bien qu'insuffisamment desservie, compte tenu de leur classement en zone u, les secteurs ci-dessous évoluent de l'assainissement non collectif à l'assainissement collectif.

Leur requalification de zone en UG voir Nh ou Ah aurait été souhaitable pour le maintien en assainissement non collectif. Suite à la réunion du 17 septembre 2013 avec la commune de Brindas, cette requalification ne peut intervenir. L'assainissement collectif doit être retenu. En l'absence de réseau ou de possibilité de raccordement, la commune propose de rajouter, comme pour le précédent PLU, la possibilité d'un assainissement non collectif conforme à la législation et au règlement du SIAHVV, pour les zones Ud, Ue, Ug, et Ux.

- Zone Uah Pont Chabrol : des parcelles au nord de la zone en retrait de la RD311 sont actuellement en assainissement non collectif (réseau présent uniquement au niveau de la RD311),
- Zone Uc en Buyat : les parcelles à l'ouest du chemin de la Grande Pierre ne sont pas au droit du réseau ; les parcelles 235 et 236 disposent même d'assainissement non collectif et sont donc à ce jour en zone d'assainissement non collectif ;
- Zone Ud la Joanna : le collecteur dessert uniquement la zone UC et le Nord de la zone UD ; la moitié de la zone UD, au sud, est à ce jour en assainissement non collectif compte tenu de l'absence de réseau. Plusieurs parcelles disposent d'installations d'assainissement non collectif ;
- Zone Ud les Varennes plus de 20 parcelles sont à ce jour en assainissement non collectif ;

- Zones Ue Croix des Rameaux et Chazottier : l'obtention d'une servitude de passage entre le chemin de la rivière d'Yzeron et le chemin du Chazottier devra permettre au terrain de foot de passer en assainissement collectif.
- Il en est de même pour la zone UE en bordure de la route de la Douane ;
- Zone Ug Le Chalinel et Nord Gourd : le réseau est présent uniquement sur le chemin des terres planes et chemin du Gourd. Plus de 20 parcelles en bordure du chemin des terres aux pies et le Nord-Est de la zone Ug dispose d'installations d'assainissement non collectif ;
- Zone Ug les Pannetières : trois parcelles disposent encore d'assainissement non collectif ;

➤A noter que la zone d'assainissement Ug en Cherest, déjà en collectif est maintenue en assainissement collectif.

➤Par régularisation, compte tenu de branchement propre et de la présence du collecteur d'assainissement, il convient également de passer du non collectif au collectif les zones :

- Zone Ui des Andrés ;
- Zone Uv les Roulattes ;
- Zone AUi les Andrés et Aua les Varennes ;
- Zone Np la Joanna et Np Au Plaisir.

MODIFICATION ET EXTENSION DE LA ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

➤Suite au précédent zonage, compte tenu des résultats des diagnostics d'assainissement non collectif, de l'évolution des politiques d'aides de la part des financeurs (Agence de l'eau, Département) et des nouvelles solutions techniques possibles en matière d'assainissement non collectif depuis les derniers arrêtés du 07 septembre 2009, il a été décidé de passer en assainissement non collectif les zones suivantes :

- Zone Ug Nord Broussatières (en bordure de la zone Udc Broussatières) et Nh en bordure du chemin le Viaduc. L'absence de réseau et de possibilité de projet dans ce secteur nécessite le passage en assainissement autonome. Le projet de collecteur d'eaux usées a dû être abandonné en 2008 en raison de terrains pollués suite aux études géotechniques.

➤Il a été décidé de laisser en assainissement non collectif les zones suivantes :

- Zone Ux : L'aérodrome de Brindas dispose d'un assainissement non collectif. Cette infrastructure est très éloignée des réseaux d'assainissement ;
- Zone Ah les Roulattes (Une seule parcelle concernée).

La réduction des zones UdD et Ug et le passage de parcelles en zone N entraînent l'évolution du zonage d'assainissement collectif au non collectif en bordure des zones suivantes :

- Ud Nord du chemin des Broussatières ;
- Ud Sud grande Cour ;
- Ud la Pillardière ;
- Ug Soyard-Bouleau-Chesneraie ;
- Nh chemin des Broussatières.
- UG en Cherest

Pour les parcelles dont les raccordements nécessiteront une extension ou un renforcement du réseau public d'eaux usées non prévu par la collectivité, il convient de rappeler, pour information, l'article L111-4 du Code de l'urbanisme pour l'acceptation de permis de construire notamment sur les zones U.

Article L111-4

► Créé par Ordonnance n°2005-1527 du 8 décembre 2005 - art. 2 JORF 9 décembre 2005 en vigueur le 1er octobre 2007

Lorsque, compte tenu de la destination de la construction ou de l'aménagement projeté, des travaux portant sur les réseaux publics de distribution d'eau, d'assainissement ou de distribution d'électricité sont nécessaires pour assurer la desserte du projet, le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé si l'autorité compétente n'est pas en mesure d'indiquer dans quel délai et par quelle collectivité publique ou par quel concessionnaire de service public ces travaux doivent être exécutés.

Lorsqu'un projet fait l'objet d'une déclaration préalable, l'autorité compétente doit s'opposer à sa réalisation lorsque les conditions mentionnées au premier alinéa ne sont pas réunies.

V.2 - REGLEMENTATION APPLIQUEE PAR LE SIAHVY

Règle pour l'assainissement collectif :

Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du service d'assainissement du Syndicat Intercommunal de la Haute Vallée de l'Yzeron (SIAVHY) sur la nature du système d'assainissement desservant sa parcelle (Assainissement collectif et assainissement non collectif) et sur la catégorie des eaux qu'il doit collecter puis éventuellement traiter et/ou rejeter.

Toute construction, en zone d'assainissement collectif, doit être raccordée au réseau public d'eaux usées. Les prescriptions du règlement d'assainissement collectif du SIAHVY (Tel : 04-37-22-69-20) doivent être respectées; Tout rejet d'eaux usées non traitées dans les rivières, fossés ou réseau d'eaux pluviales est interdit.

De même, le rejet des eaux pluviales ou des eaux de vidange de piscine vers le réseau d'assainissement des eaux usées est interdit.

Conformément à l'article Article R 431-9 du code de l'urbanisme, les modalités de raccordement devront figurer sur le plan de masse de toutes demandes d'urbanisme (parties privatives du branchement et tracé sous domaine public jusqu'au collecteur public des eaux usées).

Lors des travaux, tout branchement doit faire l'objet d'une demande de raccordement adressée au SIAVHY. Le service précisera en accord avec le demandeur de la construction à raccorder les conditions techniques d'établissement du branchement.

Lors des travaux de raccordement au réseau, ceux-ci devront être réceptionnés ou contrôlés par le service gestionnaire avant remblaiement.

Eaux usées non domestiques - Eaux industrielles :

Sont classées dans les eaux industrielles tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique. Conformément à l'article L. 1331-10 du code de la sante Publique, tout déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans les égouts publics doit être préalablement autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages.

Aussi, le raccordement des eaux non domestique dont celle des établissements commerciaux, industriels ou artisanaux peut être subordonné à un arrêté d'autorisation, éventuellement assorti d'une convention spéciale de déversement des eaux industrielles fixant les conditions de rejets conformément à l'article L. 1331.1 0. Le rejet des eaux usées peut être subordonné à certaines conditions, notamment à un prétraitement approprié.

Règle pour l'assainissement non collectif :

En zone d'assainissement non collectif ou pour les parcelles non raccordables, les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux définis par les prescriptions de la législation et de la réglementions en vigueur (lois sur l'eau, arrêté du 07septembre 2009 modifié, DTU64.1, zonage d'assainissement de la commune...).

Les prescriptions du règlement d'assainissement non collectif du SIAHVY doivent être également respectées. Le rejet des eaux pluviales et de vidange de piscine vers l'installation d'assainissement non collectif est interdit.

Les éléments techniques et le dimensionnement des installations doivent être notamment adaptés aux flux de pollution à traiter. Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.

Aussi, tout projet d'installation neuve ou de réhabilitation d'installation existante doit faire l'objet d'une instruction par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) géré par le SIAHVY (tel: 04- 37-22-69-20).

Toute demande d'urbanisme doit notamment contenir l'attestation de conformité du SPANC pour chacune des installations d'ANC projeté (art. R.431-16 du code de l'urbanisme). Il appartient au propriétaire de se renseigner auprès du SIAHVY ; préalablement à toute demande d'urbanisme, tout projet d'installation d'assainissement non collectif doit faire l'objet d'un dossier technique permettant la vérification technique, par le SPANC, de la conception et de l'implantation des ouvrages d'assainissement; aussi une étude de filière d'assainissement non collectif comprenant une étude de sol est obligatoire pour permettre au SPANC de rendre un avis.

Pour le contrôle réglementaire de la bonne exécution des ouvrages, le constructeur ou le pétitionnaire est également tenu d'avertir le SPANC et donc le SIAVHY de l'exécution des travaux, afin d'en contrôler la conformité avant remblaiement. Dans le cas contraire, l'installation sera jugée non conforme.

Carte de zonage Eaux Usées